

## **PROCES-VERBAL**

De l'assemblée communale ordinaire du mardi 19 décembre 2023, 19.00 heures à la grande salle de l'auberge communale de Courgevaux.

**Présents:** Il y a **104** citoyennes et citoyens qui prennent part à cette assemblée, ainsi que 7 personnes sans droit de vote: Mme Chantal Tzaut, Mme Nadja Jemmely, M. Timothy Schneider, M. Herren ainsi que les représentants de la presse, Mme Nicole Rüttimann (La Liberté), M. Urs Hänni (Murtenbieter). Omid Bahrapour (FN). Ce chiffre (104) correspond au comptage à l'entrée.

**Présidence:** M. Eddy Werndli (EW), Syndic

**Procès-verbal:** Daniele Perrenoud, secrétaire communale.

**Eddy Werndli**, Syndic, salue les personnes présentes au nom du Conseil communal.

**Excusés:** Se sont excusés : -

Cette assemblée a été convoquée par publication dans la feuille officielle du canton de Fribourg N° 47 du 24 novembre 2023, par affichage au pilier public et par invitation personnelle. Le bulletin d'info a été remis en semaine 50. Le Syndic demande s'il y a des remarques quant au mode de convocation ou quant à l'ordre du jour ? Ce n'est pas le cas.

Comme il n'y pas d'autre remarque, le Syndic déclare donc cette assemblée ouverte. Les décisions à prendre ce soir se font à la majorité des suffrages. La majorité absolue est de **53**. Les abstentions ne sont pas prises en compte. En cas d'égalité, c'est le Président qui tranche, selon l'art. 18 de la loi sur les communes. Les membres du Conseil communal peuvent voter pour le budget.

**Scrutateurs** : sont nommés scrutateurs: Christian Jufer, Walter Maeder, Kurt Stettler (37, 31, 36 = 104)

Avant de débiter notre assemblée, le Syndic communique que les débats seront enregistrés, ceci pour faciliter la rédaction du procès-verbal, selon art 3 du règlement d'exécution de la loi sur les communes du 28 décembre 1981.

Art. 3

Enregistrements

<sup>2</sup>Le secrétaire communal peut user de moyens techniques d'enregistrement pour faciliter la rédaction du procès-verbal ; il enregistre en outre les débats si un membre de l'assemblée le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents. Ces enregistrements peuvent être effacés après que l'approbation du procès-verbal est devenue définitive.

## ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de l'assemblée communale extraordinaire du 12 septembre 2023
2. Budget 2024
  - 2.1 Présentation du budget de fonctionnement et d'investissement
  - 2.2 Rapport de la commission financière
  - 2.3 Investissements
    - 2.3 a) Stand de tir, assainissement systèmes de récupération des balles, information, financement, approbation
    - 2.3 b) Place de sport « En Froideville », assainissement éclairage, information, financement approbation
    - 2.3 c) Remplacement des compteurs d'eau par des compteurs à relevé à distance, information, financement, approbation
    - 2.3 d) Complément étude recherche eau potable / sources, information, financement, approbation
    - 2.3 e) En Crausa (Rte Principale), nouvelle conduite d'eau potable, information, financement, approbation
    - 2.3 f) En Crausa (Rte Principale), nouvelle canalisation eau usée, information, financement, approbation
  - 2.4 Vote final du budget d'investissement et du budget de fonctionnement
3. Approbation du règlement scolaire de la commune de Courgevaux
4. Informations et divers

### **1. Procès-verbal de l'assemblée communale extraordinaire du 19 septembre 2023**

Ce procès-verbal a été publié sur le site internet de la commune et a été à disposition au bureau communal. Il n'est plus lu.

Roland Bollin a une question : Il est d'avis que quelqu'un de l'assemblée doit faire une demande et cette proposition doit être agréée par le cinquième des membres concernant l'enregistrement.

EW explique qu'il y a deux choses.

Bernard Matthey-Doret explique que c'est, soit la secrétaire le demande, soit un cinquième de l'assemblée.

Pour M. Bollin, ce n'est pas bien clair.

EW explique qu'il en va de même dans d'autres communes et que c'est la transparence.

Martin Schwaar aimerait savoir, où c'est écrit le « ou ». Il dit que c'est le gag de la soirée... transparence ..

**Résultat du vote :** Approbation du PV à la majorité des voix (94 oui, 0 non).

### **2. Budget 2024**

#### **2.1 Présentation du budget de fonctionnement et d'investissement**

Mona Bouasria (MB) présente ce point.

La préparation du budget 2024 ne s'est pas déroulée comme prévu.

La démission de M. Alfred Rentsch le 26 octobre à moins d'un mois de la fin du processus budgétaire a été un défi pour l'administration communale et pour le Conseil communal.

Une collaboration et un esprit d'équipe a permis la préparation du budget 2024 qui a été finalisé le 20 novembre 2023.

Le Conseil communal remercie chaleureusement l'administratrice des finances, Madame Chantal Tzaut, pour son investissement et son travail.

Le Conseil communal est ainsi ravi de pouvoir présenter dans les délais légaux un budget 2024 équilibré :

Total charges de	CHF 7'733'584
Total produits de	CHF 7'746'710
bénéfice annuel budgété de	CHF 13'126

Le budget 2024 présenté aujourd'hui est très similaire au budget 2023, il comprend néanmoins les changements ci-après:

- Un entretien du rez-de-chaussée de notre bâtiment à la Place de l'école 7 a été budgétisé. Ce bâtiment n'a pas été rénové depuis 19 ans (hormis la salle du Conseil communal). Un revenu locatif est également prévu dès le troisième trimestre 2024.
- Une augmentation de la masse salariale du personnel de l'édilité est prévue. Le Conseil communal examine une probable augmentation du personnel due à la charge de travail grandissante de nos employés.
- Un montant conséquent de CHF 81'000.00 a été mis pour l'entretien des routes. Ce montant comprend plusieurs assainissements. CHF 25'000.00 est prévu pour la prolongation du trottoir du chemin de la gare, CHF 26'000.00 pour l'assainissement du chemin du château (partie nord) et CHF 30'000.00 est dédié pour l'entretien des routes de façon générale.

#### Impôts :

Pour les revenus concernant les impôts, elle prévoit une augmentation d'environ CHF 154'000.00 concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques et une augmentation de CHF 90'000.00 sur l'impôt sur le bénéfice des personnes morales – cela selon les recommandations du canton et aux statistiques fiscales.

#### Impôt gains immobiliers et mutations:

Impôts gains immobiliers	CHF 280'000	-3'000
Impôts sur les mutations	CHF 290'000	+66'000

Le budget 2024 est un budget prudent et équilibré.

Chaque Conseiller communal a revu chaque compte de son dicastère afin que chacune des dépenses présentées soit justifiée et nécessaire et je les remercie vivement pour l'exercice effectué.

Les détails des dépenses sont consignés dans les documents de travail du Conseil communal et de l'administratrice des finances.

Le Conseil communal a démontré depuis de nombreuses années maintenant sa capacité à tenir le budget prévu et il n'y a nul doute que l'année 2024 ne dérogera pas à la règle.

#### Question ?

Martin Schwaar a beaucoup de questions. Il compare les jetons du CC avec la commune de Ried b. Kerzers. Le CC a 90'000.- par Conseillers. Le CC de Courgevax a aussi 7 Conseillers à 225'000.-. Il se pose la question pourquoi les Conseillers ont autant de plus.

Il aimerait voir le budget entier.

MB explique qu'il a pu venir le consulter à deux reprises à l'administration.

Martin Schwaar dit qu'elle n'est pas préparée et qu'elle n'est pas capable de montrer le budget ce soir.

MB propose de lui donner une copie, mais on ne veut pas discuter de chaque poste de budget maintenant.

Martin Schwaar dit que cela ne se pas comme ça, chère Madame... M. Schwaar insiste.

Peter Gilgen se lève et dit à M. Schwaar qu'il aurait pu consulter et qu'il arrête maintenant.

L'assemblée applaudit.

Martin Schwaar a bien regardé le budget mais il aimerait qu'elle le présente mais il dit qu'elle n'est pas capable. Frais IT : Il y a une augmentation de 11'000.- on ne sait pas dans quelle année, 24 ou 25. Mais c'est dans le budget, pourquoi ? Vous n'avez aucune idée.

MB dit qu'on parle du budget 2024. Concernant les jetons du CC, ils ont été diminués – et c'était dans le libretto.

Martin Schwaar dit non, non, non.

EW dit que Martin Schwaar n'est pas prêt.

Martin Schwaar rétorque que EW n'est pas prêt.

Martin Schwaar revient sur l'entretien des bâtiments.

MB aimerait savoir s'il a des questions. Elle aimerait des questions.

Martin Schwaar dit : Chère Madame, je ne sais pas comment vous vous appelez...

MB dit que le manque de respect continue.

Martin Schwaar dit qu'il y a des coûts supplémentaires de 16'000.-.

MB dit qu'il faut arrêter maintenant. S'il avait des questions sur le budget, il aurait pu venir à l'administration à deux reprises.

EW dit qu'il aurait pu venir deux fois.

Martin Schwaar ne savait pas pourquoi il n'est pas venu.

Martin Schwaar aimerait savoir pourquoi il y a tout partout des coûts supplémentaires.

Maintenant il faut qu'il en parle et on me dit que je n'ose pas parler.

Tumulte

Monsieur Gilgen fait une motion d'ordre pour que Monsieur Schwaar puisse venir à la commune et consulter les données exactes. Ces différences pourront alors être traitées lors d'une autre assemblée communale. Il souhaite que Monsieur Schwaar quitte la salle.

Monsieur Gilgen dit que sinon, nous quitterons tous la salle.

Martin Schwaar aimerait savoir combien d'année M. Gilgen habite la commune.

M. Gilgen est déjà depuis 24 ans dans la commune. Il fait une proposition concrète. Le budget avait déjà une différence avec Ried l'année dernière. S'il vous plaît, arrêtez maintenant, asseyez-vous ou sortez.

Il ne le fera certainement pas.

Monsieur Gilgen dit que nous ne pouvons pas rester assis ici jusqu'à Noël juste parce qu'il n'est pas concentré. En outre, il est indécent envers cette femme qui effectue son travail. Il ne connaît même pas son nom. Quand on se prépare, on connaît les noms et que on peut discuter avec lui, c'est triste comme tout que M. Schwaar ne connaît même pas son nom.

Cela se termine par une agitation générale.

### **MB continue avec le budget d'investissements.**

Nouveaux investissements sur lesquels l'AC va voter ce soir :

<u>Investissement chapitre 0 Immeubles administratifs</u>		<u>Charges</u>
Stand de tir assainissement récupération des balles	Mona Bouasria	40'000
<u>Investissement chapitre 3 Sports</u>		
Eclairage terrains de foot et d'entraînement	Petr Grossmann	160'000
<u>Investissement chapitre 7 Approvisionnement en eau</u>		
Conduite En Crausa	Thierry Mauron	500'000
Canalisation En Crausa	Thierry Mauron	500'000
Compteurs d'eau	Thierry Mauron	120'000
Etude de faisabilité concernant de nouvelles sources	Thierry Mauron	160'000

Investissements liés et approuvés par les assemblées des délégués :

Investissement chapitre 4 Homes médicalisés		Montant
Reseau Santé Lac Participation (Roger Brönnimann)	Investissement total	356'063
Amortissement	3%	10'682
Intérêt (emprunt)	2%	7'121
Charge annuelle		17 803
Investissement chapitre 7 STEP Région de Morat		Charges
STEP Région de Morat (Thierry Mauron)	Investissement total	30'096
Amortissement	3%	903
Intérêt (fonds propres, autofinancement)	-	-
STEP Région de Morat	Thierry Mauron	30'096

## Investissements 2024

Investissements 2024	Montant
Nouveaux investissements avec accord et sans accord	+1'866'159
Participation de la LORO et du FC Courgevaux (concernant l'éclairage du terrain de foot et d'entraînement)	-60'000
Taxes de raccordement	-261'641
Nouveaux investissements nets	+1'544'518

Comme informé l'année dernière, dans MCH2, le compte des investissements présente combien la commune souhaite investir pour les investissements en cours. Comme les investissements s'étalent souvent sur plusieurs années, il est plus clair de ne présenter que les montants effectifs des investissements par année.

Vous trouverez ci-après le tableau des investissements déjà votés et des futurs investissements prévus et la durée prévue.

MCH2		
Compte	Désignation	Budget 24
1610.5040.00	Stand de tir assainissement récupération des balles	40 000,00
3410.5040.02	Eclairage terrains de foot et d'entraînement	160 000,00
3410.6340.00	Eclairage terrains subvention LORO	-48 000,00
3410.6360.00	Eclairage terrains participation FC Courgevaux	-12 000,00
4120.5620.00	Reseau Santé Lac (RSL)	356 063,00
7101.5031.03	Conduite En Crausa	250 000,00
7101.5060.00	Compteurs d'eau	60 000,00
7101.6350.00	Taxes de raccordement d'entreprises privées	-55 665,00
7101.6370.00	Taxes de raccordement de ménages privés	-3 375,00
7201.5032.02	Canalisation En Crausa	150 000,00
7101.5290.00	Etude faisabilité nouvelle source	160 000,00
7201.5620.00	STEP Région de Morat	30 096,00
7201.6350.00	Taxes de raccordement d'entreprises privées	-194 726,00
7201.6370.00	Taxes de raccordement de ménages privés	-7 875,00
0290.5040.01	Assainissement thermique bâtiment administration-école	100 000,00
0290.5290.01	Etude/concours bâtiment scolaire/gymnase/multifonctionnel	90 270,00
6150.5010.02	Trottoir Rte Principale (gare)	25 000,00
6150.5010.04	Carrefour Fin du Mossard	288 000,00
6150.5010.06	Ch. des Grillons, berges, canal., route, crédit cadre	150 000,00
6150.5010.07	Ruelle du Posat / Ruelle Madeleine projet 2	95 000,00
6150.5290.02	Etude préalable modération trafic/avenir village	20 000,00
7101.5060.01	Système de secours réseau eau potable/usées	100 000,00
7101.5620.00	CCMM projet eau potable	498 000,00
7201.5032.01	Ruelle Posat/Madeleine projet 2 lié 6150.5010.07	279 500,00
7201.5060.01	Système de secours réseau eau potable/usées	100 000,00
0220.5200.00	Axians logiciel Newsoft	50 000,00
7900.5290.00	Révision du PAL	50 000,00

### Questions:

AR demande des précisions sur les investissements Axians et PAL. Il dit que le montant PAL est épuisé et qu'il faudrait donc voter sur un nouvel investissement de 50'000. Or, celui-ci manque. Il faudrait également voter sur le nouveau programme et on ne peut pas simplement l'intégrer dans le budget. Il faut un vote clair.

MB dit que c'est juste que le logiciel et le PAL n'ont pas encore été approuvés. Mais c'était simplement pour avoir un budget proche de la réalité et pas tout à coup avoir une charge supplémentaire. Les approbations vont être demandées. C'était une requête de notre administratrice des finances. Elle souhaitait que ces montants soient budgétés. On ne peut pas mentir quand on est au courant d'une information et ensuite venir plus tard dans l'année et de vous soumettre deux investissements supplémentaires pour 2024.

AR a une remarque : il manque malheureusement, avec tous ces investissements, nous avons un manque de financement de 2,5 millions de francs. C'est l'autofinancement, qui est très facile à calculer. Comment allez-vous financer cela?

MB suppose qu'il sait comment on finance cela, puisqu'il était responsable des finances jusqu'à il y a 1 mois et demi. Elle explique que la commune finance la majorité en autofinancement – les investissements dans l'eau sont faits par emprunt, les intérêts et les amortissements dans l'eau sont pris dans les fonds (réserve d'eau) et cela sera expliqué dans les investissements par ses collègues. Le CC a mis l'eau en emprunt parce qu'on ne veut pas manquer de liquidité – décidé par le CC comme dans le passé et également pour 2024.

AR dit qu'on ne peut pas financer les investissements par les réserves.

MB explique que les amortissements et les intérêts peuvent être financés par les réserves. C'est légal, c'est la procédure depuis des années.

## **2.2 Rapport de la commission financière (Cofi)**

C'est Roland Bollin, président de la commission financière, qui lit le rapport en allemand et Felix Mülhauser, secrétaire adjoint, qui lit le rapport en français. Ce rapport est joint à ce PV.

EW aimerait communiquer que le CC n'est pas du même avis, que le plan financier a été transmis au mois de mai à la commission par l'ancien responsable des finances. Il n'accepte pas la remarque.

Martin Schwaar dit que le Syndic est un « witz ».

EW rétorque que lui également.

MB explique que le CC a reçu une prise de position de Robert Brönnimann. Elle lit ce courrier.

M. Brönnimann a pris connaissance du rapport de la commission financière. Il mentionne que ce rapport ne reflète que l'avis des signataires et qu'il se distance de ce rapport. Il dit que lors de la séance du 28.11.2023 avec le Conseil communal, la Cofi a reçu entière satisfaction sur leurs questions. Il suggère à l'assemblée l'acceptation du budget 2024 et il s'excuse pour son absence à cause d'une intervention chirurgicale.

Beatrice Rentsch se lève et dit que le Syndic actuel est un intrigant, avec 2 personnes qui le suivent, un trio avec Mme Bouasria et M. Grossmann. 3 conseillers communaux et leur mari ont envoyé un communiqué à la population le 25.09.2023 après une réunion extraordinaire du Conseil communal. Après cette communication, le Syndic et la Vice-Syndique actuelle ont montré leur vrai visage. Des mensonges ont été sciemment répandus, des contre-vérités ont été dites, des insultes graves et des menaces ont été proférées. La presse a malheureusement aussi contribué à sa fausse opinion dans cette démarche, en présentant dans les journaux combien le Syndic s'efforce d'établir de bonnes relations au sein du Conseil

communal. Le fait est qu'à aucun moment le Syndic n'a eu la volonté de trouver une solution à l'amiable. Lorsque son mari a constaté que la majorité n'avait pas le courage de se présenter en tant que majorité, sa décision de quitter immédiatement ce conseil communal qui ne mérite pas ce nom était prise. Le trio a fêté cette démission comme il se doit. Ainsi, le Conseil communal s'est malheureusement transformé en dictature. Une opposition est impensable, car le Syndic décide de ce qui doit être fait. Seule l'assemblée communale peut interrompre cette dictature.

EW dit que c'est Mme Bouasria qui a la parole et elle va répondre sur sa question de dictature.

Monsieur Bollin souhaite faire une remarque sur la lettre de Robert Brönnimann. Le Syndic n'est pas d'accord pour l'instant. Il dit qu'il pourra parler plus tard. Monsieur Bollin souhaite parler maintenant.

Monsieur Bollin aimerait mentionner comment on travaille au sein de la commission financière. La Cofi est un groupe de travail, 5 élus par l'AC, et il y a des opinions différentes. Et la Cofi représente la majorité à l'AC. Si quelqu'un n'est pas d'accord, cela s'est toujours produit. Mais le principe de collégialité s'applique alors et la majorité de la commission financière est représentée. Et celle-ci est dans ce cas, avec le départ d'Isabelle König qui a aussi l'avis de la majorité, de 3 contre 1 ou 4 contre 1. Une opinion contraire est normale. Il trouve que ce que fait le CC et son collègue Brönnimann est en dessous de tout - il ne sait pas comment l'exprimer - on ne peut pas travailler ainsi dans la vie et ce n'est pas non plus comme cela qu'il se l'imagine. Si cela se passe de la même manière au sein du Conseil communal, il doit s'inquiéter.

MB fait la remarque que c'est difficile de travailler dans ces conditions. Suite à la prise de position de Robert Brönnimann, elle présente la prise de position du CC :  
Le Conseil communal a pris connaissance du rapport de la Commission financière signé par le président Roland Bollin et le secrétaire adjoint Felix Mülhauser.  
Le Conseil communal est dans l'obligation de prendre position face à celui-ci qui ne correspond pas à la réalité.

Il souhaite d'abord rappeler le rôle de la Commission financière en vertu de la loi sur les finances communales, art. 72 « Commission financière – Attributions », al. 1 et al. 2 ci-après :  
Dans les cas prévus à l'alinéa 1, la commission financière fait rapport à l'assemblée communale et lui donne son préavis sous l'angle financier.

Les phrases du rapport de la commission financière sont en italique :

*« Aucun plan financier actualisé n'a pu nous être présenté et d'autres données indispensables pour la commission financière comme une situation financière établie par le canton avec des chiffres-clés, c.-à-d. la capacité d'investissement, le degré d'autofinancement, la limite d'endettement, etc. ne sont pas disponibles. »*

- Un plan financier daté de mai 2023 a été transmis à la Commission financière. En vertu de l'art. 6 al. 1, le plan financier est mis à jour une fois par année.
- La situation financière établie par le canton n'est plus effectuée par le canton depuis les comptes 2019, suite au passage à MCH2.
- Les chiffres-clés étaient disponibles dans les comptes 2022 établis au printemps 2023. Les prochains chiffres-clés seront disponibles et présentés à l'assemblée communale au printemps 2024 pour les comptes 2023.

*« Le résultat opérationnel est négatif de CHF 136'494. En d'autres termes, on s'attend à des recettes extraordinaires. »*

- Le Conseil communal n'a pas calculé de recettes extraordinaires.



- Le montant de CHF 149'620 de recettes dites extraordinaires est liée à la dissolution de la provision de réévaluation des biens du patrimoine administratif (hors eau-épuration-déchets). Ils compensent les amortissements supplémentaires réactivés suite à la réévaluation de nos biens du patrimoine administratif.

- La dissolution de la provision a été prévue sur 10 ans dès l'entrée de MCH2.

*« Les frais d'exploitation augmentent d'environ 1'045'000. »*

- Ce montant est faux.

- La différence de charges entre le budget 2022 et le budget 2024 est de + **CHF 14'000**.

- Il est impensable et inquiétant de transmettre cette information mensongère.

*« Dans le domaine des investissements, de nouveaux projets sont prévus pour un montant net de CHF 1'545'000. Nous demandons, compte tenu de l'absence d'un plan financier actuel, de se limiter au strict nécessaire et de suspendre le souhaitable. »*

- CHF 1'310'096 est lié à l'eau. Ainsi, la charge d'intérêt et d'amortissement est pris aux fonds de réserve liés au maintien de la valeur des biens de l'eau.

- CHF 356'000 sont liés au RSL. Et ce montant est donc un investissement lié que nous ne pouvons contester.

- Le Conseil communal s'est tenu au strict nécessaire concernant les nouveaux investissements.

- Hors l'eau, un investissement nécessaire et obligatoire pour le tir est demandé. Et un investissement pour la sécurité des infrastructures des terrains de football est demandé.

*« Le Conseil communal n'a pas l'intention de l'actualiser avant l'établissement du prochain budget. »*

- Ceci est faux.

- Le Conseil communal a informé la Commission financière lors de la séance du 28 novembre que le plan financier serait actualisé au printemps 2024 lors des comptes 2023.

- C'est un membre de la Commission financière qui a émis le souhait que ce soit préparé pour le budget 2025.

*« La commission financière n'a aucun moyen de vérifier si les dispositions légales ont été respectées dans les deux affaires mentionnées et si des mesures juridiques doivent être prises. »*

- Tous les documents demandés par la Commission financière lors de l'assemblée communale extraordinaire ont été transmis à la Commission financière.

- La commission financière fait rapport à l'assemblée communale et doit donner son préavis sous l'angle financier.

- L'autorité supérieure et directe du Conseil communal est la préfecture et cette dernière a exercé son rôle d'autorité de surveillance. Elle a rencontré le Conseil communal, a demandé un rapport et a établi que l'histoire était close.

Il est inquiétant que ce rapport a été transmis tel quel. Il prend en otage l'assemblée communale par la présentation d'informations tronquées.



Le Conseil communal souhaite rappeler que l'assemblée communale élit la Commission financière. Il en convient de respecter celle-ci en leur donnant une image véritable de nos finances communales.

Les résultats de la commune de Courgevaux étaient exemplaires ces dernières années avec un bénéfice pour 2020 de + CHF 500'000, pour 2021 de + CHF 1'000'000 et pour 2022 de + 1'100'000. Ces très bons résultats sont dus en partie aux impôts sur les mutations et les gains immobiliers qui sont fluctuants.

Contrairement à d'autres communes dans le canton de Fribourg, la commune de Courgevaux a réussi à trouver un équilibre financier lors du passage à MCH2.

Le Conseil communal ne peut laisser penser que sa gestion financière est hasardeuse alors qu'elle est réfléchie et que le budget 2024 est équilibré.

EW dit que tous les chiffres sont de la réalité. Lui, en 23 année, dans cette commune comme membre du CC, il n'a jamais vécu cela. On est venu quand tout allait mal, maintenant on a une situation financière agréable, et tout ce qui est prévu là est le futur. Il vient sur les constructions à la Route Principale. Il demande s'ils pensent qu'on peut faire l'infrastructure avec rien du tout. On n'a pas eu des problèmes. On peut lire cela dans le libretto. Il met l'AC au défi de le traiter menteur – c'était même soumis à la fiduciaire.

Alicia Loosli évoque l'article 72 concernant l'excès de pouvoir de la Commission des finances. Malheureusement, la présentation ne précise pas dans quelle mesure la commission outrepassé ses compétences. En tant que juriste, elle ne considère pas cela comme un excès de pouvoir.

MB dit que la commission financière a des attributions au niveau financier. Elle a un rôle d'examiner différents aspects financiers de la commune. La commission financière donne un préavis sous l'angle financier. La commission n'a pas un rôle politique, n'a pas un rôle aux prescriptions légales, ce n'est pas un organe de révision, pas un organe supérieur, ni un tribunal – elle doit uniquement donner un préavis sous l'angle financier. Et cela se réfère à l'art. 72 de la loi cantonale.

EW dit que la commission a outrepassé ses compétences. Pour lui c'est clair.

F. Mülhauser : Bien entendu, on peut contester tous ces chiffres, vu par la commission financière. Il vient sur les charges en 2 ans. Total des charges en 2022 6'100'000.- et le budget 2024 et de 7'000'000.- et Madame dit qu'il y a 14'000.-. Il a vérifié les chiffres sur le budget détaillé. Il faut nous expliquer cela. F. Mülhauser parle du total des charges.

EW vient sur les charges liées qui sont imposés. Social, RSL, écoles – ça augmente. Et ça c'est le vrai problème qui était discuté à la réunion des syndics. C'est la vérité – c'est même Fribourg qui le dit. Il y a un article dans la Liberté où M. Ballaman dit que les charges des communes augmentent chaque année. Vous allez apprendre cela de vous-mêmes.

MB répond à la question de M. Mülhauser. Il compare le budget avec les comptes. Et on ne peut pas faire cela. Les charges liées sont en augmentation. Et dans les comptes, il y a une grande variation sur les impôts, et on ne peut pas les reporter au budget. On a aussi une grande différence liée aux mutations qu'on ne peut pas budgété et qui sont difficilement à évaluer.

Roland Bollin souhaite encore mentionner 2 points. Depuis 12 ans, la collaboration entre la commission des finances et le Conseil communal a été fructueuse. Après 12 ans, on est le dindon de la farce. La commission a essayé, sur la base des informations, de faire au mieux. Il a fait savoir cela en toute transparence que nous n'étions pas en mesure d'examiner ce que le CC raconte. Nous demandons du temps pour que ces discussions puissent avoir lieu. Et c'est à l'AC de décider si elle veut suivre le Conseil communal ou la commission des finances qui veut savoir ce qui s'est passé avec les deux projets, parce qu'il lui semble qu'il n'y a pas de transparence. Si cela avait été dans le plan financier, il y aurait eu un certain montant de ce

que coûte le déménagement de la commune et ensuite on peut en discuter et ensuite on peut mettre en œuvre le projet. Et ce n'était pas le cas ici. Nous voulons être transparents en ce qui concerne les chiffres financiers - nous ne faisons pas de politique. Le plan financier est une base pour l'avenir, il évolue chaque année, des projets disparaissent, d'autres apparaissent - on peut piloter. Ce n'est plus possible pour le moment. Nous devons faire confiance à 100% au CC. Il faut plus de transparence dans ce domaine. La base d'un avenir financier transparent est le plan financier et c'est là que l'on peut contrôler où l'on va et ce que l'on peut se permettre. Il s'agit de l'argent des contribuables que la commune gère. Nous pouvons parler longtemps de chiffres. Nous exigeons que le budget et les investissements soient gérés de manière adéquate.

MB dit qu'on pourrait encore longtemps discuter sur ces points. On a présenté tous les documents, le projet a été étudié par la préfecture, on est transparent, on donne les chiffres, on dit la vérité. Le plan financier date de mai 2023 – il n'est pas désuet – établi par l'ancien collègue Alfred Rentsch. Il sera refait en printemps 2024 – cela ne sert rien d'argumenter – au final, la vérité est là. Le plan financier a été établi en mai 2023, il sera établi en printemps 2024.

Hans Tschirren dit qu'il s'agit de transparence et revient sur la circulaire que 4 conseillers communaux ont envoyée à la population (mi-septembre) et en lit les points :

1. *L'administration communale retourne dans ses anciens locaux le plus rapidement possible*  
*La vente du bâtiment de la Route Principale 52 sera proposée lors de la prochaine AC*
2. *Toutes les études préalables en cours seront interrompues dans un premier temps. En particulier, l'étude pour une école et une salle polyvalente n'est pas poursuivie pour le moment.*
3. *Lors de la prochain AC, nous informerons la population en détail de nos projets en cours et de nos nouveaux projets.*
4. *Nous répondrons en tous points aux demandes de la commission financière.*

Il cite le journal « favorable au Syndic », Murtenbieter 17.11.2023 : Pour Wieland, la circulaire de 4 conseillers communaux ne constitue pas non plus une atteinte au secret de fonction. Comme il l'a dit sur demande : il n'y a rien de confidentiel dans la circulaire provenant du procès-verbal du CC. Phrase importante : la décision de proposer le bâtiment 52 à la vente a été prise correctement par une décision à la majorité. Il demande si l'AC de ce soir a entendu parler de la décision prise à la majorité de 4 conseillers communaux contre 3. On parle de transparence, mais on nous la cache. Ces 5 points sont approuvés par 4 conseillers communaux, à l'époque M. Rentsch était encore membre, donc une majorité et le principe de collégialité s'applique. Que s'est-il passé, la commission financière le dit : on n'a plus du tout parlé de ce sujet. On a simplement balayé sous le procès-verbal - c'est fini - cela n'intéresse personne. Si, ça l'intéresse, et le préfet n'est pas un inconnu - il a dit : ce vote est valable. Il veut entendre et voir les conséquences.

EW explique que dans le libretto se trouve l'avis des conseils communaux. L'ensemble du conseil communal y donne son avis. Il en lit les points :

1. *Maintien de l'administration communale à la Route Principale 52*
2. *Introduction de la propriété par étage dans le bâtiment de la Route Principale 52*
3. *Présentation de l'avancement de toutes les études en cours de cette législature (à partir de 2021).*
4. *Forte réduction de l'investissement pour 2024.*

Tout le monde a pu lire cela. Il faut dire clairement que le CC a pris position, parce que la première circulaire n'était pas légale. Ça n'a jamais été traité au CC.

AR aimerait savoir ce qui n'était pas légal ??

EW dit que cela s'est fait derrière notre dos.

AR dit que le circulaire a été lu au Conseil communal.

EW dit qu'ils étaient déjà dans la distribution et le préfet peut le confirmer.

Alfred Rentsch dit que c'est exactement le problème.

EW dit que c'est un mauvais jeu.

Agitation générale et discours confus.

Hans Tschirren : Wieland ne considère pas la circulaire des 4 conseillers communaux comme une violation du secret de fonction, comme il l'a dit sur demande. Il n'y a dans la circulaire rien de confidentiel des procès-verbaux de la commune et la décision de proposer le bâtiment 52 à la vente a été prise correctement et à la majorité. C'est exactement comme pour les demandes de prises de contact obligatoires en vue d'une fusion avec Morat. Il a été décidé par 56 citoyens de la commune à 0, en 2014, que le CC entamerait des négociations avec Morat. Que s'est-il passé jusqu'à aujourd'hui ? Rien du tout. 2 fois, il a déposé un recours auprès de la préfecture, le dernier recours dit que la commune doit entamer des négociations de fusion en 2026. On ne fait que ce qui a été dit, comme dans une dictature. Il a l'impression d'être dans une dictature, comme en Hongrie ou en Russie. Les décisions des citoyens ne sont pas respectées.

Agitation générale et discours confus.

EW dit que ce n'est pas un point à l'ordre du jour aujourd'hui.

Hans Tschirren objecte que c'est quand même correct.

H. Gilgen : Le citoyen peut mal décider de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas - il se sent effectivement comme dans une heure de règlement de comptes commune. Il a apprécié M. Rentsch en tant que « ministre des finances », collégial, etc. et maintenant je dois décider aujourd'hui de la suite des événements. Il a une proposition. Il ne sait pas si celle-ci est juridiquement valable. Les deux groupes ont besoin d'un médiateur, qu'on se réunisse et qu'on dise qu'on fera une AC au printemps prochain. Mais ce à quoi nous assistons ici, c'est à des accusations réciproques. Le monsieur qui a démissionné a des connaissances d'initié, il peut faire en sorte que la dame qui a repris le flambeau se retrouve dans le vide. L'autre monsieur fait des grimaces, de sorte que la dame ne peut plus parler correctement, l'épouse a son propre parti pour le ministre des finances, le camarade Tschirren compare cela à la Hongrie. Il faut arrêter. Il n'y a pas de vrai vote. Comment puis-je savoir, en tant que citoyen, si Monsieur Rentsch a raison ou si Monsieur Werndli a raison, puisque nous n'avons pas les connaissances d'initiés. Quelque chose ne s'est pas bien passé lors des séances. Dites donc quelque chose de positif. Nous devons reporter ce problème.

Applaudissement.

EW dit que nous continuons avec les investissements, point 2.3.

F. Mülhauser dit que la Cofi a déposé une demande de renvoi du budget. Cela va être voté maintenant. La présentation des investissements est une perte de temps.

EW dit qu'ils ont accepté l'ordre du jour.

Agitation générale et discours confus.

Martin Schwaar dit qu'il faut voter sur la demande.

## **2 Personen verlassen den Saal: 102 personnes – majorité 52**

R. Bollin : La commission financière est sous le point 2 de l'ordre du jour. Si le budget est renvoyé, il n'est pas nécessaire de traiter l'ensemble des points. La proposition est de renvoyer le budget.

MB dit qu'on continue. Elle passe au prochain point.

### **2.3 Investissements**

#### **2.3 a) Stand de tir, assainissement systèmes de récupération des balles, information, financement approbation**

C'est Mona Bouasria qui présente ce point.

Le Conseil communal ainsi que le président de la Société de tir de Courgevau ont été informés que les 10 systèmes de récupération des balles de l'installation de tir à 300 mètres devaient être assainis. Comme la butte de la ligne de tir de Courgevau a été assainie, le bois empilé doit être remplacé et des plaques d'acier doivent être posées.

Cet assainissement est obligatoire et nécessaire. Selon l'Ordonnance sur les installations de tir, il est pris en charge par la commune de Courgevau. Et, suite au délai fixé par l'officier fédéral de tir, le Conseil communal se doit de procéder à cet assainissement en 2024.

Le financement		
Investissement total		CHF 40'000.-
Amortissement	3 %	CHF 1'200.-
Intérêts (fonds propres, autofinancement)	-	0.-
Charge annuelle		CHF 1'200.-

Elle laisse la parole au président de la société de tir de Courgevau M. Chiorazzo qui présentera de plus amples détails sur cet investissement.

M. Chiorazzo, président de tir, explique que le bois autour du récupérateur des tirs doit être remplacé par du métal. Suite à un courrier de l'officier de tir avec les nouvelles réglementations légales, ces bois doivent être enlevés. Si on ne fait pas ces assainissements dans le temps légal, on devra fermer le stand pour les tirs obligatoires. Il explique que la commune n'a pas encore eu de frais vu que les travaux d'assainissement ont été fait par la commune de Morat lors de l'acceptation de la société de tir de Morat. Il faut faire cela pour être tranquille pour les 10 prochaines années.

MB explique encore que c'est un assainissement obligatoire.

#### Résultat du vote :

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 59 oui et 6 non.

### **2.3 b) Place de sport en Froideville, assainissement éclairage, financement, approbation**

C'est Petr Grossmann (PG) qui présente ce point.

L'année dernière, le CC a fait contrôler la sécurité des installations de football par le Groupe E. Malheureusement, au grand terrain d'entraînement de football, qui est déjà équipé de nouveaux projecteurs LED et de nouveaux mâts, les résultats sont très négatifs.

Sur le terrain de football principal, de graves problèmes de stabilité au niveau des mâts ont été constaté. Ou plus simplement, le risque de voir le mât se casser est important.

De plus, les nouveaux projecteurs LED sont beaucoup plus lourds et les mâts actuels ne supporteront pas ce poids.

- La tâche prioritaire du CC est de GARANTIR la sécurité des joueurs/joueuses et surtout des enfants.

A cela s'ajoute le problème des ampoules de rechange, qui coûtent chacune entre 3000 et 4000 mille francs, et qui entraînent une énorme consommation d'électricité, sans compter que l'on a du mal à s'en procurer, car l'éclairage est très ancien.

Selon les déclarations du Groupe E, le nouvel éclairage permet d'économiser jusqu'à 30% d'électricité par an.

C'est pourquoi le CC souhaite également de remplacer les anciens éclairages du petit terrain d'entraînement par des projecteurs à LED économiques.

La répartition des coûts :

• Groupe E + entreprise de construction de socles	CHF 160'000
• Subvention Loterie Romande 30%	CHF -48'000
• Participation du FC Courgevau	CHF -12'000
• <b>Total des frais de la commune</b>	<b>CHF 100'000</b>

Le financement		
Investissement total		CHF 100'000.-
Amortissement	5 %	CHF 5'000.-
Intérêts (fonds propres)	-	0.-
<b>Charge annuelle</b>		<b>CHF 5'000.-</b>

Roland Tinguely demande pourquoi on doit changer le câblage.

PG dit que le câblage est dans un très mauvais état qu'il y avait de l'eau dans les conduites – et pour les nouvelles lumières (LED), le câblage doit être fait pour le LED.

Roland Tinguely aimerait savoir le tableau sera déplacé dans la buvette. Oui il va avoir un nouveau tableau.

#### Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 64 oui et 4 non.

### **2.3 c) Remplacement des compteurs d'eau par des compteurs à relevé à distance, information, financement, approbation**

C'est Thierry Mauron (TM) qui présente ce point.

Chaque ménage ou foyer comporte une alimentation en eau potable. Pour le bon fonctionnement du réseau d'eau, un compteur est nécessaire. Ce dernier appartient à la commune et à l'heure actuelle, la commune en possède plus que 360 pour comptabiliser l'eau consommée. Le parc de compteurs compte plus de 15 modèles différents et le plus ancien compteur date des années '40. Le travail de relevé effectué jusqu'à ce jour par le service de voirie est fastidieux et long. En effet, il est nécessaire d'accéder dans chaque habitation afin de saisir manuellement les consommations. Une fois ce travail terminé, l'administration doit saisir les factures de manière manuelle client par client et les enregistrer dans le système de gestion.

Comme l'eau est précieuse et devient de plus en plus rare, il est important de bien gérer cette ressource ! Les compteurs les plus anciens (+15-20 ans) ne comptent plus correctement le volume d'eau et des petites fuites peuvent apparaître.

La méthode de relevé actuelle avec 1 contrôle par an ne permet pas non plus de déceler une panne rapidement et il arrive régulièrement que des surconsommations interviennent chez les différents habitants.

Pour remédier à tous ces problèmes, il existe une solution de compteurs digitaux « intelligents » qui transmettent leurs consommations via un signal externe. Un simple passage avec une tablette dans le quartier permet de récolter les données de consommation

Ce système permettra donc les avantages suivants :

- gain de temps pour le relevé
- gain de temps pour l'administration
- confort pour le client (pas besoin de présence)
- relevé précis et juste
- moins de pertes
- possibilités de faire plusieurs contrôles par an pour vérifier le réseau et éviter les fuites

**Le coût de cet investissement s'élève à CHF 120'000.-.**

Financement		
Total des investissements		CHF 120'000.--
Amortissement	10%	CHF 12'000.--
Intérêts	2%	CHF 2'400.--
<b>Charge annuelle</b>		<b>CHF 14'400.--</b>

#### Questions ?

Thierry Freiburghaus aimerait savoir comment se passe la transmission du signal ?

TM : Il y a une pile longue durée dans le compteur. Un système infrarouge avec un kit avec une antenne sera installé. Cela a déjà fait ses preuves à Cressier.

Martin Schwaar souhaite connaître le coût de l'installation pour le propriétaire. TM dit qu'il n'y a aucun coût pour le propriétaire. Cela se fait par quartier et l'accès doit être garantie, pour que le fontainier peut changer ces compteurs. Les frais sont à la charge de la commune.

Norbert Amser aimerait savoir comment cela se fait jusqu'à maintenant.

TM explique que c'était jusqu'à maintenant l'équipe de voirie et cette année, c'était M. Kurz, qui a fait la lecture manuellement. C'est un travail de beaucoup d'heures.

M. Dionne aimerait savoir l'intérêt économique de cet investissement et si c'est vraiment catastrophique la perte de l'eau. Il suppose que l'investissement de 100'000.- est sous-budgété.

TM dit que c'est une bonne question. Mais que le montant est très réaliste. L'eau est précieuse et il aimerait trouver chaque petite faille pour économiser les ressources – sa priorité n'est pas seulement financier, mais économique pour les ressources. Il y a des défis à relever pour la commune à l'avenir.

Gérard Chiorazzo : Dans certaine commune, on sépare eau consommable, et eau jardin. Il y a un montant pour l'ARA pour l'eau consommable et pas pour l'eau de jardin. Est-ce que c'est prévu ?

TM : Ce n'est pas prévu dans le règlement. L'idée est plutôt d'encourager le système de stockage du surplus de l'eau dans les bacs. L'idée c'est plutôt de soutenir la récupération de l'eau de pluie que de changer les tarifs.

#### Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 64 oui et 3 non.

Herr Loacker sagt, dass die Zählung nicht stimmt. Nach Nachzählung wird die 64 wird auf 63 korrigiert.

### **2.3 d) Complément d'étude recherche eau potable / sources, financement, approbation**

C'est Thierry Mauron (TM) qui présente ce point.

Avec un premier crédit d'étude, le CC a effectué des sondages et des analyses d'anciens captages dans le secteur de Froideville et de l'autoroute, avec l'aide d'un géologue.

Malheureusement, cette tentative n'a pas donné de bons résultats et il est peu probable que la commune ne trouve de l'eau supplémentaire dans ce secteur.

Le rôle du Conseil communal est de prévoir, d'anticiper l'avenir ou les futurs besoins.

Comme la commune va considérablement s'agrandir, il est très important de compléter l'approvisionnement en eau.

Pour cela, avec l'aide du géologue, le CC aimerait tester une nouvelle possibilité de trouver de l'eau, cette fois-ci dans le secteur de La Mine (stand de tir). Cette possibilité est un peu la dernière chance de trouver de l'eau pour la consommation à Courgevaux. Il est imaginé d'effectuer des forages dans le massif de la Mine afin de trouver de l'eau dans des failles de molasse. Ce procédé a déjà été exécuté dans la Broye avec succès il y a quelques années.

Le Conseil communal ne peut pas garantir son succès, mais le Conseil communal doit agir afin de trouver des solutions pour le futur de la commune !

#### **Le coût de cet investissement s'élève à CHF 120'000.-.**

Financement			
Total des investissements		CHF	120'000.-
Amortissement	10 %	CHF	12'000.--
Intérêts	2%		2'400.--
Charge annuelle		CHF	14'400.--

#### Questions?

Peter Hunkeler dit que le Lac de Morat est devant la porte. Il se demande s'il n'a pas déjà une conduite?

TM : L'idée est de travailler avec les infrastructures communales et la commune a fait beaucoup d'investissements et le but est de distribuer de l'eau et de la maîtriser. Bien évidemment, s'il n'y a plus de possibilité, il y a des réseaux en discussion et on est en contact, dont IBMorat, etc. Pour une association, nous devons adhérer à un groupe, la commune n'a plus la maîtrise de son eau et de ses tarifs et il faut payer un droit d'entrée – c'est un plan b ou plan c si on ne trouve pas de source.

Peter Hunkeler aimerait savoir ce qui est meilleur marché.

TM dit que le prix d'achat est souvent attractif pour intégrer un groupe, mais on n'a plus la maîtrise de la tarification et qu'une augmentation peut être votée par le comité. Mais si on n'a plus assez de l'eau, c'est une solution.

Norbert Amser aimerait savoir s'il y a un problème avec la proximité du stand de tir.

TM explique que la meilleure eau est l'eau de la mine. La zone de protection est bien définie.

#### Résultat du vote :

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 62 oui et 8 non.

### **2.3 e) En Crausa, nouvelle conduite eau potable, financement, approbation**

C'est Thierry Mauron (TM) qui présente ce point.

Ce secteur au bord de la route cantonale va passablement changer durant ces prochaines années. Plusieurs projets immobiliers sont à l'étude et en phase de mise à l'enquête. En tant que distributeur d'eau, nous avons la tâche de fournir un réseau de distribution d'eau potable et une collecte des eaux usées. Ce secteur n'est pas desservi de manière suffisante pour l'approvisionnement en eau potable de ce nouveau quartier qui comptera à terme 10 nouveaux immeubles pour plus de 140 logements. Pour cela notre bureau d'ingénieur prévoit une nouvelle conduite d'eau potable dimensionnée correctement dans le trottoir le long de la route cantonale, sur une longueur d'environ 300 m.

#### **Le coût de cet investissement s'élève à CHF 500'000.-.**

Financement		
Total des investissements		CHF 500'000.--
Amortissement	1,25 %	CHF 6'250.--
Intérêt du crédit	2%	CHF 10'000.--
<b>Charge annuelle</b>		<b>CHF 16'250.--</b>

#### Questions ?

M. Lassueur : Sa question concerne le trottoir – il aimerait savoir si les travaux de trottoir sont aussi inclus dans ce montant.

TM : Oui, c'est inclus. Mais il y a aussi d'autres conduites. C'est une synergie de faire cela ensemble avec le chantier. C'est la complexité du projet. Il y a plusieurs délais à respecter. La conduite ne va pas se faire en une fois. Cela va se faire en fur à mesure des constructions. Cela se fait par section et le trottoir ne sera jamais fermé entièrement. L'accessibilité doit être réglée pendant la construction puisqu'on est à la phase d'étude.

C. Jufer : Pourquoi on ne peut pas faire ces conduites à côté du trottoir.

TM : Les conduites doivent être sur le territoire de la commune. S'il y a une fuite, on devrait creuser sur le privé – il faut détruire un mur, un abri etc. Il y a une servitude à faire. Ça rend la situation très compliquée. Dans la gestion d'une commune, on met les conduites sur le domaine public. La route cantonale ne doit pas être touchée à cause du tapis phono absorbant. La parcelle est achetée par un promoteur. La commune n'a plus la maîtrise.

#### Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 54 oui et 4 non.

### **2.3 f) En Crausa, nouvelle canalisation, financement, approbation**

C'est Thierry Mauron (TM) qui présente ce point.



Ce secteur, au bord de la route cantonale, va passablement changer durant ces prochaines années. Plusieurs projets immobiliers sont à l'étude et en phase de mise à l'enquête. En tant que distributeur d'eau, nous avons la tâche de fournir un réseau de distribution d'eau potable et une collecte des eaux usées. Ce secteur n'est également pas bien desservi au niveau des canalisations d'eau usée. Il est donc nécessaire de construire une nouvelle canalisation et un nouveau collecteur pour acheminer les eaux usées vers la station de pompage Sarraglanaz. Pour cela notre bureau d'ingénieur prévoit une nouvelle infrastructure, cette fois sur la partie arrière des parcelles concernées, non loin du ruisseau afin de se connecter au réseau existant.

**Le coût de cet investissement s'élève à CHF 500'000.-.**

Financement		
Total des investissements		CHF 500'000.--
Amortissement	1,25 %	CHF 6'250.--
Intérêt du crédit	2%	CHF 10'000.--
<b>Charge annuelle</b>		<b>CHF 16'250.--</b>

#### Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 53 oui et 2 non.

### **2.4 Vote final du budget d'investissement et du budget de fonctionnement** **Budget d'investissement**

Eddy Werndli remercie l'assemblée de leur confiance et passe au vote final du budget d'investissement.

AR dit que nous votons sur le budget d'investissement et qu'il est de 2.7 Mio.

EW dit MCH2 Monsieur.

MB demande de mettre le tableau du PPWT. C'est le tableau avec les nouveaux investissements de CHF1.5 Mio et le report des investissements. Et elle donne raison à M. Rentsch et qu'on vote sur un budget d'investissement de 2.7 Mio.

#### Vote :

EW est d'avis qu'il ne faut pas voter sur des investissements qu'on a déjà votés.

AR sagt, dass über die Investitionsrechnung abgestimmt wird.

MB dit que c'est juste. Mais que EW a dit que l'excédent des nouveaux investissements est de 1.5 Mio.

L'assemblée communale approuve avec 52 oui et 16 non, le budget des investissements 2024 qui prévoit des dépenses nettes d'investissements (nouveaux investissements) de **CHF 1'544'518.-**.

### **Budget de fonctionnement**

Eddy Werndli remercie l'assemblée de leur confiance et passe au vote final du budget de fonctionnement.

Philippe Kocian aimerait savoir si la majorité n'est pas 53.

Il y a 4 personnes qui sont parties.

#### Vote :

L'assemblée communale approuve avec 53 oui et 24 non, le budget de fonctionnement 2024 qui prévoit un bénéfice de **CHF 13'126.00**.

### **3 Approbation du règlement scolaire de la commune de Courgevaux**

C'est Mona Bouasria (MB) qui présente ce point.

Lors d'une réunion du comité de l'école primaire, une nouvelle proposition de règlement scolaire a été accepté par les membres et a été soumis au canton de Fribourg. Cette proposition de règlement comprend les modifications suivantes:

- La langue d'enseignement ne sera pas, comme auparavant, un choix des parents. La langue d'enseignement sera en fonction de la langue de correspondance auprès du contrôle des habitants. Des exceptions peuvent cependant être demandées et doivent être motivées par écrit.
- L'article concernant les horaires des classes a également été modifié par l'ajout des horaires des classes multi-âges francophones.

Philippe Kocian demande si on est francophone, son enfant ne peut plus aller en allemand.

MB dit que s'ils sont inscrits à la commune en français, ses enfants iront en français. Mais sur demande écrite au CC, son enfant pourrait aller en allemand.

Philippe Kocian aimerait savoir si c'est tacitement oui.

MB dit que cela passe devant le Conseil communal.

Philippe Kocian trouve cela un peu dommage puisqu'on est dans une région bilingue. Il explique sa situation familiale.

MB dit qu'on peut toujours demander. Le but n'est pas d'interdire. Elle ne voit pas de problème pourquoi la demande sera refusée si on est une famille bilingue. Le but est, que les familles bilingues puissent scolariser leur enfant comme ils souhaitent. C'est pour simplifier également le calcul des nombres de places et les prévisions.

Philippe Kocian dit qu'il n'est pas une famille bilingue.

Une personne dit que des exceptions sont permis.

#### Vote :

L'assemblée communale approuve ce règlement scolaire avec 59 oui et 9 non.

Merci à tous.

### **4 Divers**

EW débute avec les divers :

#### Conseil communal :

M. Alfred Rentsch a démissionné au 31.10.2023. Le CC le remercie pour son engagement durant toutes les années en faveur de la population et pour le redressement des finances communales.

MD lui remet un cadeau sous l'applaudissement de l'AC.

MB a repris le poste comme Vice-Syndique et elle a repris le dicastère finances et impôts. Le CC lui accorde son entière confiance.

EW mentionne les échéances concernant l'élection complémentaire :

- Election complémentaire le 11.02.2023
- Dépôt de liste : mercredi 3 janvier 2024 de 8 à 12 h
- 2<sup>ème</sup> tour : 03.03.2024

### Commission financières – démissions :

Isabelle König de suite : 28.11.2023

Arnaud Jotterand au 31.12.2023

Félix Mülhauser au 31.12.2023, il quitte la commune

EW remercie ces personnes pour leur collaboration au sein de la commission financière.

### Crèche à la place de l'Ecole 7:

RB souhaite informer sur l'utilisation possible de la place de l'école 7. Les locaux s'y prêtent bien. L'espace extérieur également.

Il y a de la place pour 25-30 enfants :

- Environ 10 employés
- Crèche bilingue
- Grandes listes d'attente pour les crèches de la région
- Bâtiment et environnement idéaux pour les enfants

Le Conseil communal est en contact avec la crèche Sandkasten : Ried et Kerzers.

Monsieur Sandro Schwander de la crèche souhaite se présenter :

Il est le codirecteur de la crèche Sandkasten. Il a fondé la crèche avec sa partenaire. Ils ont déjà visité le local à plusieurs reprises. À Ried, ils ont des clients de Courgevaux. On cherche encore des places de crèche dans les régions rurales. Ce serait une grande chance de s'installer à Courgevaux. En raison de l'heure avancée, il attire l'attention sur son site Internet. C'est un projet qui lui tient à cœur. Ils ont des valeurs claires : la qualité. Il se met à disposition pour tout renseignement.

Martin Schwaar a une remarque à faire : ils sont voisins directs. S'il arrive quelque chose, un accident sur leur terrain, il décline toute responsabilité.

Sandro Schwander: La remarque est correcte - à Ried et Kerzers, les enfants ne peuvent être que sur leur territoire. Le territoire est clôturé. La responsabilité incombe à la crèche et non aux voisins.

Martin Schwaar aimerait cela par écrit.

Roger Brönnimann dit qu'on pourra dire plus à la prochaine assemblée.

Stephan Bongni se demande si une crèche ne fait pas l'objet d'un appel d'offres public.

RB dit qu'il a demandé à différentes crèches, l'intérêt était faible en raison de problèmes de personnel. La crèche Sandkasten est différente.

### PAL

Petr Grossmann présente ce point.

Le PAL a été approuvé sous certaines conditions. Le canton demande de définir les espaces libres nécessaires dans le périmètre de protection des sites (centre du village). Il est prévu de terminer la nouvelle évaluation d'ici fin mars 2024. De suite, nouvelle mise à l'enquête.

Approbation prévue : Fin 2024.

Il n'y a pas de question.

### Logements pour seniors - AP3

Mona Bouasria présente ce point.

Une commission concernant l'Ancienne poste 3 avait été créée afin de suivre et de superviser les avancées du bureau d'architecte gagnant du concours. Le bureau d'architecte a proposé un projet qui a été estimé trop onéreux par la commission et par le Conseil communal. Un second projet a été présenté présentant les mêmes résultats.

Dans le planning de départ du projet de l'Ancienne poste 3, nous avons escompté la vente du terrain communal se trouvant « En Faradan » dont le prix de vente pour la commune s'élevait à environ **CHF 3'000'000.00**. Ce montant devait servir au projet des appartements protégés. Suite à la révision du plan d'aménagement local (« PAL »), le terrain « En Faradan » ne figure plus dans la zone constructible suite à une décision cantonale. Sans ce montant, et à la vue

des montants des projets reçus, la commission et le Conseil communal estiment qu'il n'est pas possible de financer le projet en l'état.

Le Conseil communal œuvre à la recherche d'une solution. Une solution envisagée et proposée par la commission est la collaboration avec une société coopérative. Nous prenons pour exemple les appartements pour seniors se trouvant dans la commune du Mont-Vully.

### Auberge communale

C'est Mona Bouasria qui présente ce point.

Le bail des tenanciers actuels se termine le 31.12.2024. L'objectif du Conseil communal est que l'auberge soit exploitée par un repreneur. Durant 2024, une étude thermique est prévue sur le bâtiment. Dès la fin du bail et après une étude du Conseil communal, les travaux nécessaires seront proposés à l'AC.

### Etudes en cours

C'est Mona Bouasria qui présente ce point.

Dans un souci de transparence, le Conseil communal souhaite informer l'assemblée communale des études en cours et de leurs états.

Intitulé de l'étude	Statut
Etude/concours bâtiment scolaire/gymnase/multifonctionnel	<b>En cours</b> L'étude démographique va être présentée en janvier au Conseil communal permettant d'établir le nombre de classes nécessaires. L'analyse de faisabilité se poursuit.
Crédit de faisabilité places de parcs au village	<b>Terminé</b> Les résultats ont démontré que les places de parcs sont faisables mais seront difficilement justifiables au niveau cantonal.
Crédit d'études préalable pour la définition de mesures de modération du trafic et l'avenir du village	<b>En cours</b> La première partie de l'étude est réalisée c-à-d l'identification des besoins, objectiver les points noirs, mise en évidence de solutions possibles. Actuellement, une analyse de faisabilité est en cours concernant Chemin Route Principale-Gare

Intitulé de l'étude	Statut
Etude d'énergie	<b>Abandon</b> Cette étude a été demandée afin d'étudier la possibilité d'un chauffage à distance. Elle n'est plus d'actualité.
Etude faisabilité nouvelle source	<b>Terminé</b> La première étape n'a pas permis de découvrir de nouvelles sources d'eau. Une seconde étape a été demandée ce soir afin d'effectuer des forages et de chercher des endroits exploitables.
Crédit planification place village	<b>En cours</b> Une information a été transmise ce soir. Le Conseil communal étudie la possibilité d'une collaboration avec une société coopérative.

### Questions ?

Martin Schwaar aimerait savoir si cette présentation sera sur Internet. Non – mais intégralement dans le PV.

### Questions divers :

Mme Lassueur aimerait qu'on coupe le plastic vert le long de la route communale.

M. Jufer concernant place de jeu/école : Les enfants devraient pouvoir aller sur le tapis et jouer au moins en hiver.

PG : Ce n'est pas interdit de jouer sur ce tapis. Seulement quand il pleut, cela sali trop.

M. Jufer : Mais ils n'osent pas jouer du foot. Ils jouent avec les pantoufles de gym !

PG : Le foot est vers le gazon et le basket et le volley sur le tapis.

M. Mülhauser tient à préciser. Il ne démissionne pas pour cause de déménagement. Ils ont acheté un logement.

Comme il n'a plus de questions, le Syndic remercie l'assemblée de leur présence. Il adresse ses meilleurs vœux et clôt cette assemblée à 22 h 10 h et invite l'assistance à un apéro.

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :**

Le Syndic :

la secrétaire :

Eddy Werndli

Daniele Perrenoud

Annexe : Rapport de la Cofi

## Commission financière de la commune de Courgevaux

*Membres : Roland Bollin (président) ; Robert Brönnimann ; Arnaud Jotterand et Felix Mülhauser.  
Isabelle König (secrétaire) a quitté la commission financière avec effet immédiat après la séance avec  
le conseil communal du 28.11.2023.*

### Rapport de la commission financière à l'attention de l'assemblée communale de Courgevaux du 19 décembre 2023

Nous avons discuté avec le conseil communal des demandes que nous avons formulées lors de la dernière assemblée communale extraordinaire du 12 septembre 2023. Lors de la séance convoquée le 28 novembre 2023, nos demandes ont été traitées, mais sans aboutir à des résultats satisfaisants. Des réponses précises et des documents écrits nous ont été promis pour plus tard. Aucun plan financier actualisé n'a pu nous être présenté et d'autres données indispensables pour la commission financière, comme une situation financière établie par le canton avec des chiffres clés, c'est-à-dire la capacité d'investissement, le degré d'autofinancement, la limite d'endettement, etc. ne sont pas disponibles.

Le conseil communal nous a présenté son budget de fonctionnement 2024 et les investissements prévus pour 2024 et a fourni des explications à ce sujet.

Nous souhaitons retenir que le budget d'exploitation présente un bénéfice de CHF 13'126.00, mais que le résultat opérationnel est négatif de CHF 136'494.00. En d'autres termes, on s'attend à des recettes extraordinaires. Les frais d'exploitation augmentent d'environ CHF 1'045'000.00 en deux ans. La commission financière estime qu'il est grand temps de mettre le frein aux dépenses.

Dans le domaine des investissements, de nouveaux projets sont prévus pour un montant net de CHF 1'545'000.00. Nous demandons, compte tenu de l'absence d'un plan financier actuel, de se limiter au strict nécessaire et de suspendre le souhaitable.

Le rôle d'une commission financière est d'examiner les affaires financières de la commune. Elle assiste le conseil communal dans l'élaboration du plan financier et vérifie le respect des directives et des prescriptions financières.

L'élaboration d'un plan financier est une obligation légale. Son but est de définir une stratégie financière à long terme pour la commune. Le plan financier sert d'instrument de gestion des ressources financières, de planification des dépenses et de gestion des recettes. *Il offre une transparence et permet aux citoyens d'avoir un aperçu de la situation financière.* Le plan financier aide à fixer et à garantir des objectifs financiers à long terme, de sorte que la commune puisse remplir ses obligations financières.

Comme mentionné, il n'existe pas de plan financier actualisé et il n'a pas été discuté avec la commission financière. Le conseil communal n'a pas l'intention de l'actualiser avant l'établissement du prochain budget. Les documents transmis par l'administration communale en début décembre ne permettent pas d'accomplir les tâches susmentionnées. En ce qui concerne les deux projets "Déménagement de l'administration communale" et "Utilisation de l'immeuble Route Principale 52", le conseil communal passe au quotidien et fait savoir que ces affaires sont de la compétence du conseil communal. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent. La commission financière n'a aucun moyen de vérifier si les dispositions légales ont été respectées dans les deux affaires mentionnées et si des mesures juridiques doivent être prises. La prise de position de la Préfecture du Lac ne change rien à nos devoirs. Le préfet a d'autres tâches de surveillance.

Pour tous ces points, nous estimons qu'il n'est pas possible de valider le budget 2024.

Nous demandons donc à l'assemblée communale de Courgevaux :

- 1.) Une étude externe et neutre des dossiers "Déménagement de l'administration communale" et "Utilisation de l'immeuble Route Principale 52" doit être ordonnée ;
- 2.) Le budget 2024 doit être rejeté, le plan financier doit être actualisé et discuté avec la commission financière. Une baisse d'impôts est à prévoir et le budget 2024 adapté, y compris les investissements, doit être à nouveau soumis à l'assemblée communale au printemps 2024.

Nous remercions les citoyennes et citoyens qui ont soutenu les demandes de la commission financière lors de la dernière assemblée communale extraordinaire. Il serait souhaitable d'instaurer la transparence dans les deux affaires susmentionnées et de construire l'avenir de la commune sur des bases solides, discutées et actualisées.

Pour la commission financière, le président Roland Bollin



et le secrétaire adjoint Felix Mülhauser

